



Monsieur le Président,  
Mesdames et messieurs les membres,

Alors que l'épidémie est loin d'être terminée et que la diffusion des variants a considérablement changé la donne, la communication du gouvernement continue d'être cacophonique voire incohérente. La FSU-CGT Educ'action redit que les personnels, mobilisés depuis plus d'un an pour maintenir au plus haut niveau le Service Public d'Éducation, ont besoin d'une ligne directrice claire pour pouvoir se projeter et programmer leur activité et celle de leurs élèves jusqu'à la fin de l'année.

Dans cette période grandement anxiogène, les personnels réaffirment également la nécessité de prise en compte de leurs difficultés et de moyens supplémentaires pour couvrir les besoins mais aussi de communication par voie directe.

Il est notamment indispensable que tous les établissements soient directement mis au courant de chaque mise à jour de la FAQ du ministère sans que les personnels aient à aller chercher eux-mêmes l'information.

Le non-remplacement des personnels absents rend impossible le non-brassage des groupes d'élèves et fait peser un risque épidémique supplémentaire. L'aspect chronique de ces non-remplacements perturbe les classes et les équipes et fatigue toujours plus les collègues, déjà affecté-es par les conditions d'exercice difficiles du fait de l'application des protocoles sanitaire et Vigipirate. Nous souhaiterions d'ailleurs, Monsieur le DASEN, avoir un bilan chiffré de l'état du remplacement dans notre département pour le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>nd</sup> degré.

Cette pénurie de personnel impacte en outre considérablement le travail des agentes chargées de gérer les remplacements qui se retrouvent, dans des conditions de travail matérielles déjà précaires et inconfortables, à gérer la pénurie tout en ayant en direct les demandes des collègues sur le terrain.

L'augmentation du nombre d'agent-es sur le terrain est indispensable et permettrait, en outre, de prendre en charge les difficultés accrues des élèves inhérentes à la crise sanitaire et aux différents dispositifs mis en place depuis plus d'un an. Pourtant, les suppressions de postes continuent d'être actées et vont encore dégrader les conditions d'enseignement et de travail à la rentrée scolaire 2021.

Nous nous questionnons également sur la campagne de tests antigéniques réalisée dans les établissements scolaires seulement pour les personnels volontaires et sur son efficacité par rapport à l'objectif initial qui était de : « tester, tracer, isoler ». Aujourd'hui, force est de reconnaître que la réalité sur le terrain ne reflète pas du tout la communication du ministre, Monsieur le secrétaire général d'académie reconnaissant lui-même lors du CHSCTA du 23 mars dernier que « ce n'était pas un franc succès... »

En parallèle, se déploie la campagne de tests salivaires pour les élèves, principalement du primaire, en lien avec les laboratoires. Celle-ci nécessite la présence d'un-e personnel-le de l'Éducation nationale. Pourrez vous nous dire, monsieur le président, avec quels personnels s'organise cette campagne de tests dans notre département ? Pour les directrices et directeurs des écoles concernées, c'est une nouvelle charge de travail énorme à réaliser dans un temps très

contraint : communication avec les familles, recueil des cartes vitales et des autorisations parentales, saisie informatique des données, organisation des tests dans l'établissement. Est-ce le rôle des directrices et directeurs d'école de recueillir des documents privés comme la carte vitale ? Quels moyens vont être donnés pour les aider dans cette tâche alors que dans une circonscription de notre département, il leur est demandé de renoncer à leur décharge réglementaire pour pallier le manque de remplaçant.es ?

Nous redisons ici notre inquiétude quant au vote du Sénat donnant autorité aux directrices et directeurs d'école. Ce que demandent ces personnels, ce sont des moyens matériels et humains pour leur permettre de réaliser leur mission dans de bonnes conditions et non de tendre vers de quelconques pouvoirs supplémentaires qui perturberaient la dynamique des équipes au risque de créer de nouveaux conflits. Par ailleurs, donner une autorité hiérarchique aux directrices et directeurs d'école ne servira à rien si aucun moyen nouveau n'est accordé.

Enfin, concernant les tests salivaires, nous revendiquons qu'il n'y ait bien entendu pas de reste à charge pour les personnels.

La FSU-CGT Educ'action se félicite que le Président de la République ait enfin décidé de placer les enseignant.es comme personnes prioritaires pour la vaccination, proposition que nos organisations portent depuis plusieurs semaines et qui semble enfin en cohérence avec la décision, brandie depuis le début, de ne fermer les écoles et établissements scolaires qu'en dernier recours. Il ne semble pourtant toujours pas y avoir de calendrier arrêté pour cette campagne de vaccination (recensement, priorisation, projection, organisation des remplacements). Est-ce à dire que les équipes vont devoir encore gérer une autre urgence afin d'organiser cette campagne alors que nous aurions eu le temps de la préparer plus sereinement depuis fin décembre ? Pouvez-vous nous dire, Monsieur le DASEN, quand va s'engager cette campagne ? Avec quels personnels ? Au regard de la situation épidémique, nous avons déjà exprimé dans cette instance la nécessité de faire appel aux moyens de la sécurité civile. Où en est-on sur ce dossier ?

Le conseil scientifique a annoncé que nous sommes « dans un scénario de croissance exponentielle de l'épidémie et qu'une intervention précoce présente de nombreux avantages », et donc que « l'anticipation des mesures est primordiale. Il constate aussi que « la santé mentale des Français s'est dégradée avec des niveaux élevés d'états anxieux ou dépressifs ».

Les personnels et les élèves en font évidemment partie.

Pour terminer, le bilan des RSST dans notre département fait état de nombreux signalements de faits de violence physique ou verbale, pour beaucoup dans le 1<sup>er</sup> degré. Nos collègues se sentent impuissant.es et sont épuisé.es face à une violence qui concerne des élèves, parfois très jeunes, et une minorité de parents qui marquent leur irrespect vis-à-vis des personnels et donc de l'institution. Cette problématique devient un véritable enjeu de santé publique pour les agent.es déjà fragilisés.es par cette crise sanitaire qui n'en finit pas.

Monsieur le président du CHSCT de la Vienne, nous, représentant.es des personnels, vous alertons sur l'état d'épuisement et de stress de nombre de nos collègues qui travaillent dans des conditions de plus en plus pénibles et insécures.